

---

## Présentation et analyse des résultats

### Caractéristiques du corpus d'analyse

Notre étude qui porte sur les médias audiovisuels, la radio et la télévision s'est effectuée à Cotonou, car cette ville est à ce jour la seule du Bénin où sont installées les quatre stations de télévision déjà opérationnelles. De plus, Cotonou abrite aussi un grand nombre de radios, tant du service public que du secteur privé. L'autre raison qui milite en faveur de Cotonou est sa réputation de ville cosmopolite de la République du Bénin. En effet, sa situation géographique, le degré de concentration des investissements économiques et les opportunités d'emploi qui y sont offertes l'ont constitué en un véritable pôle d'attraction et ont déterminé son évolution démographique. Presque toutes les ethnies majeures du pays y sont représentées (le Fon, le Goun, le Mina, le Popo, l'Adja, le Yoruba, etc. Et pour des raisons économiques évidentes (Cotonou, capitale économique), la télévision et la radio y sont apparemment plus présentes que dans les autres régions du Bénin.

On les retrouve dans les ménages, dans les restaurants, dans les ateliers, et même au bord des voies. Actuellement, près de 10 pour cent de la population totale du Bénin se trouve concentrée dans Cotonou. La tranche d'âge de 15 à 59 ans constitue la population active. Il faut en soustraire les élèves et les étudiants qui résident dans cette ville en une quantité importante. Dans cette tranche, on retrouve 417 018 personnes soit 62,7 pour cent de la population totale de Cotonou (INSAE 2003).

Un nombre aussi élevé de personnes se trouve être plus favorable et plus exposé aux médias audiovisuels, en plus des élèves et des étudiants. Ces médias apparaissant souvent comme des signes absolus de modernité et de « citadinité ».

### *Echantillon étudié*

300 personnes ont été approchées pour les enquêtes par questionnaire sur le terrain. Ces personnes constituent notre population d'étude. Cette population est composée de jeunes ayant atteint la majorité (18 ans et plus) et d'adultes à priori scolarisés. De toutes ces personnes, nous avons retenu 148 de sexe masculin, 110 de sexe féminin. 42 personnes n'ayant pas retourné ou ayant retourné des copies illisibles, donc inutilisables pour notre étude et l'échantillon de notre recherche, n'ont pas été prises en compte.

Pour cette étude, l'échantillonnage que nous avons utilisé comporte quelques paramètres probabilistes, étant donné que nous ne pouvons pas vérifier par avance si celui qui reçoit un questionnaire est vraiment exposé aux médias dans sa vie au quotidien. Ainsi donc, nous avons administré notre questionnaire à des gens sans déterminer à l'avance s'ils suivent ou non ces organes réellement.

### **Présentation des résultats de terrain**

En définitif, après le dépouillement du questionnaire et l'épuration de notre échantillon, la population valable retenue pour la suite de nos travaux est de : 258 personnes, dont 148 de sexe masculin et 110 de sexe féminin.

Les résultats obtenus en interrogeant les enquêtés sur 8 sujets ayant trait à la démocratie se présentent de la façon qui suit :

#### **Tableau 1 : Définition des fondamentaux de la démocratie**

La question posée est : quels sont selon vous les éléments qui définissent la démocratie ?

Réponses	pourcentage sur 148 hommes	pourcentage sur 110 femmes	pourcentage cumulé
Séparation des pouvoirs	16,21	9,09	13,17
Elections libres	2,70	0,0	1,55
Presse libre et indépendante	70,27	85,45	76,74
Le tout ensemble	10,80	5,45	8,52

Source : Enquête mai 2007

Deux chiffres à observer sur ce tableau : en pourcentage cumulé, moins de 3 pour cent des enquêtés pensent que l'organisation d'élections libres régulières est un élément essentiel de la démocratie. Au même moment, 76,74 pour cent désignent la presse libre et indépendante comme l'élément fondamental de la démocratie.

**Tableau 2 :** Note à la démocratie béninoise

Question : Quelle mention donneriez-vous à la démocratie béninoise ?

Mentions	Pourcentage sur 148 hommes	Pourcentage sur 110 femmes	Pourcentage cumulé
Bien	9,45	1,81	6,20
Passable	81,08	85,45	82,94
Médiocre	8,10	10,90	9,30
Sans opinion	1,35	1,81	1,55

Source : Enquête mai 2007

Les enquêtés pensent à 6,20 pour cent – pourcentage cumulé – que la démocratie béninoise mérite la mention « bien », avec cette précision que les personnes de sexe féminin sont les plus dures dans leur appréciation (1,81 %). La mention passable est attribuée à 82,94 pour cent, par les enquêtés.

**Tableau 3 :** Contribution des médias à la démocratie béninoise

Question : Comment apprécieriez-vous la contribution des médias audiovisuels à la construction démocratique au Bénin ?

Réponses	Pourcentage sur 148 hommes	Pourcentage sur 110 femmes	Pourcentage cumulé
Beaucoup	31,08	45,45	37,20
Pourraient mieux faire	66,21	49,09	58,91
Très peu	0,0	0,00	0,00
N'ont rien apporté	2,70	5,45	3,87

Source : Enquête mai 2007

Les médias audiovisuels ont beaucoup apporté et fait pour la démocratie béninoise pensent 37,20 pour cent des enquêtés. Et 58,91 pour cent trouvent qu'ils pouvaient faire mieux.

**Tableau 4 :** Le médium le plus efficace dans la satisfaction des besoins des citoyens

Question : En matière de contribution, quel médium est le plus efficace ?

Réponses	Pourcentage sur 148 hommes	Pourcentage sur 110 femmes	Pourcentage cumulé
Presse écrite	1,35	12,72	6,20
Radio	41,89	43,63	42,63
Télévision	18,91	18,18	18,60
Télé+Radio	29,72	12,72	22,48
Télé+Presse écrite	8,10	12,72	10,07

Source : Enquête mai 2007

La radio et la télévision arrivent en tête avec respectivement 42,63 pour cent et 18,60 pour cent. Mais 12,72 pour cent des personnes de sexe féminin donnent une bonne place à la presse écrite en termes d'efficacité.

**Tableau 5 :** Principale(s) source(s) d'information au quotidien

Question : Quelle est votre principale source d'information au quotidien ?

Réponses	Pourcentage sur 148 hommes	Pourcentage sur 110 femmes	Pourcentage cumulé
Presse écrite	0,00	0,00	0,00
Radio	1,35	10,90	5,42
Télévision	1,35	14,54	6,97
Radio+Télé	95,94	74,54	86,82

Source : Enquête mai 2007

Deux chiffres se révèlent importants ici. Les personnes qui ont pensé à 12,72 pour cent que la presse écrite était le médium le plus efficace, nous font savoir ici qu'elles n'ont pas ce médium comme principale source d'information. A 86,82 pour cent, les enquêtés affirment que la radio et la télévision constituent leurs principales sources d'information.

**Tableau 6 :** Actions de correction aux insuffisances dans les médias  
Question : Que faire pour améliorer les prestations des médias audiovisuels ?  
A cette question, nous avons obtenu les réponses qui suivent :

Réponses	Pourcentage sur 148 hommes	Pourcentage sur 110 femmes	Pourcentage cumulé
<b>Diversifier les thématiques</b>	5,40	1,81	3,87
Maîtriser les sujets	5,40	12,72	8,52
Améliorer les moyens techniques	4,05	5,45	4,65
Parfaire les connaissances	12,16	5,45	9,30
Mieux choisir les invités	6,75	3,63	5,42
Sanctionner les fautes	4,05	0,00	2,32
Mieux choisir les thèmes et les invités	1,35	12,72	6,20
Former et donner les moyens	54,05	45,45	50,38
Sans Avis	6,75	12,72	9,30

Source : Enquête mai 2007

**Tableau 7** : Emissions de radio plébiscitées

Consigne : Donnez deux noms d'émissions de radio ayant joué un rôle important pour le processus démocratique

	Hommes	Femmes	pourcentage cumulé
<b>Emissions</b>	Nombre de fois citées		
Grogne	28	17	45
Eclairage	28	7	35
Part vérité	10	7	17
Entre Nous	6		6
Bébête	0	6	6

Source : Enquête mai 2007

Deux émissions se détachent du lot. Il s'agit de « Grogne matinale » (45%), et de « Éclairage » (35%). Elles sont suivies de loin par « Ma part de vérité » (17%).

Il importe de préciser que toutes les émissions n'ayant pas eu au moins 5 points, c'est-à-dire citées moins de cinq fois, n'ont pas été prises en compte dans ce tableau.

**Tableau 8 : Emissions de télévision plébiscitées**

Consigne : Donnez deux noms d'émissions de télévision ayant joué un rôle important pour le processus démocratique

Émissions	Nombre de fois citées		pourcentage cumulé
	48 hommes	110 femmes	
Entre nous	25	21	46
Ma part de vérité	30	23	53
Dossier1	5	8	13
P/Hebdo	5	6	11
Gros Plan	5	6	11
A vous de jouer	0	15	15
Regards croisés	0	8	8
Zone franche	5	0	5
Culturême	16	0	16
Pour contre	5	5	10

Source : enquête mai 2007

**Données tableau 8**

Comme émission télévisée, on dégage ici d'abord l'émission « Ma part de vérité » 53 points, suivie de « Entre nous » 46 points et de « Culturême » 16 points et de « À vous de jouer » 15 points.

**Analyse des données****Premier niveau de lecture (niveau enthousiaste)**

Rappelons une fois encore nos hypothèses formulées au départ. Elles sont les suivantes :

- La presse audiovisuelle béninoise contribue à la construction démocratique en cours depuis les années 90 ;
- Cette contribution de la presse audiovisuelle à la démocratie est habituellement surestimée ;

- Cette contribution relativement faible est une conséquence du contexte de travail, de la qualité des acteurs et des conditions d'exercice du métier.

Une fois ce rappel fait, revenons à nos chiffres et essayons de les faire parler.

### ***La presse audiovisuelle contribue-t-elle à la construction démocratique en cours ?***

À cette interrogation, comment répondre par la négative ! Le faire serait un manque d'objectivité flagrant. L'observation de l'espace public au quotidien montre qu'elle joue un rôle important dans la construction de la démocratie. Tous les Béninois le conçoivent ainsi et notre enquête l'a montré aussi. A près de 60 pour cent les enquêtés le pensent, même s'ils jugent qu'elle aurait pu mieux faire.

Il faut reconnaître que l'identification des médias comme un des fondamentaux de la démocratie suppose non seulement leur liberté, mais avant, il faut qu'ils soient d'abord créés. De ce point de vue, c'est déjà le plus grand apport à la démocratie. Car il s'agit d'investir et, nous le savons, l'audiovisuel est onéreux. Et si des citoyens béninois prennent le risque d'investir dans le domaine de la communication, c'est louable.

La liberté d'expression, la liberté de la presse, la libéralisation de l'espace audiovisuel n'auraient aucun sens, ne seraient devenues une réalité si les « contenants » n'existaient pas. Aujourd'hui, on ne pourra pas le dire en ce qui concerne le Bénin qui compte une centaine de journaux dont une soixantaine de quotidiens, le reste étant des périodiques et quatre stations de télévision opérationnelles dans le sud, une dans le centre du Bénin. Environ 70 stations de radios toutes catégories confondues opèrent sur le territoire national. Tous ces organes de presse sont animés par un effectif de plus de 3500 journalistes. Ce que d'aucuns appellent « signe de vitalité ». C'est peut être discutable, mais c'est une réalité concrète.

Une autre réalité concrète nous conduit à un listing sommaire de quelques émissions plébiscitées par les enquêtés que nous avons rencontrés au cours de notre travail de terrain.

#### **Au niveau de la télévision**

« *L'émission Entre-nous* » (Ortb)

En 1994, face à l'angoisse suscitée par la dévaluation du franc CFA au sein de la population, l'Office de radiodiffusion et télévision du Bénin (l'ORTB),



le Centre Afrika Obota et la Fondation Konrad Adenauer ont initié une série d'émissions composées de séquences de « Tour de vis », de reportage et de débat. La première émission « Face à la dévaluation » a été diffusée le 04 mai 1994 et avait pour thème : « Un tour de vis ». Du 04 mai au 03 août 1994, 9 émissions ont été diffusées.

Ces différentes émissions ont permis de faire comprendre aux populations la dévaluation et la nécessité pour chaque Béninois de travailler pour accroître la production nationale.

Aussi, les différents partenaires ont pu noter à travers cette série d'émissions qu'il y a un déficit d'informations sur les plans économique, politique et social et que les populations ont besoin d'être mieux formées sur les comportements civiques. Tous ces constats ont amené les trois partenaires à lancer l'émission télévisuelle d'éducation civique « Entre nous » diffusée pour la première fois le 07 septembre 1994.

L'objectif de cette émission est d'informer le citoyen sur les grands problèmes et faits politiques, économiques, sociaux et culturels, la formation du jugement et de l'appréciation du citoyen, l'amour de la patrie et le civisme.

« Entre nous » est composée de trois parties liées : un téléfilm de 12 à 15 minutes conçu par le centre Afrika Obota, un reportage qui vient en appui au téléfilm et des débats et interpellations. Enfin, le débat qui est la partie la plus intellectuelle permet à l'animateur d'amener les invités à aborder, sans langue de bois, les différentes interrogations suscitées par le téléfilm.

De 1994 jusqu'à nos jours, plus de 200 émissions ont été réalisées et portent entre autres, sur des thèmes comme : « L'achat de conscience en période électorale », « La transhumance au sein des partis », « ONG et affairisme », « 10 ans d'éducation civique au Bénin », « L'incivisme, un frein au développement », « Le rôle de l'opposition », « L'administration publique en période électorale », « La fonction présidentielle : importance et enjeux », « Le comportement des candidats et des citoyens », « Le rôle de la femme dans le processus de développement », etc.

*« A vous de jouer jeunes ! » (Ortb)*

Avec l'avènement de la démocratie au Bénin, les initiatives dans les médias se sont multipliées. C'est dans cet ordre d'idées qu'est née l'émission « A vous de jouer jeunes ».

Créée en 1997, cette émission a pris fin en 1999. Son slogan était : « Une émission pour les jeunes et par les jeunes », et le but principal était de faire participer la jeunesse à tous les débats concernant la nation béninoise.

Les objectifs principaux sont de trois ordres :

- organiser la jeunesse béninoise afin qu'elle trouve à ses problèmes d'éducation et d'emplois des solutions endogènes venant d'elle-même ;
- faire prendre conscience à la jeunesse béninoise de la nécessité de participer désormais et ce, de façon efficace, à la gestion de la chose publique ;
- orienter la jeunesse béninoise vers l'éthique et la morale afin de lui éviter la déperdition qui gagne déjà du terrain et qui a surtout été dénoncée par la Conférence de forces vives de la nation de février 1989.

« A vous de jouer jeunes » était donc une émission éducative organisée par des jeunes pour répondre au besoin de l'heure. Il faut dire que c'est une émission qui a permis la libération de la parole chez les jeunes. De même, elle a permis aux jeunes de confronter leurs expériences avec celle des aînés qui venaient échanger avec eux dans tous les domaines. Dans ce cadre, deux émissions sur le bilan du Gouvernement et une sur la corruption ont permis aux jeunes de demander des comptes sur le plateau à certains ministres qui ont bloqué des dossiers tels que « La gestion de la privatisation de la filière coton ». Il faut dire qu'à certains moments, le plateau se transformait en un lieu de procès.

Selon les indiscrétions, le Chef de l'Etat suivait tout et interpellait les ministres par moment sur les sujets débattus.

« *Regards croisés* »

C'est une émission qui a drainé beaucoup de téléspectateurs. Elle était le regard des citoyens béninois sur la gestion de la nation. Les questions variaient selon l'actualité, mais également selon les objectifs de l'animateur. Pour l'animateur, il fallait susciter la contradiction dans une cité avec le souci d'améliorer les choses et surtout de voir toutes les composantes de la société participer à la gestion de la chose publique.

Il faut dire que tous les invités ne plaisaient pas souvent aux autorités et leurs opinions ressemblaient souvent à une critique de tous les faits et gestes des autorités en place. Ces autorités sentaient en l'émission une tribune de l'opposition qui prenait ainsi sa revanche sur le pouvoir en place.

Les thèmes débattus en disent long. Nous pouvons dire que c'est sur « Regards croisés » que, pour la première fois, les téléspectateurs ont vu s'affronter au moyen d'arguments les partisans de la révision de la constitution et les non partisans.

Quant aux débats sur des thèmes économiques, loin de permettre aux autorités de défendre leur vision, ils démontraient la faiblesse de la politique choisie et de la politique appliquée.

Par principe, l'animateur de l'émission invitait sur le plateau, deux interlocuteurs antagonistes.

*« Zone Franche » (Canal 3)*

Au cours de cette émission, deux journalistes animateurs reçoivent un invité. Le principe : pas de langue de bois, donc un franc parlé dont la seule réserve se veut la disponibilité effective des preuves justificatives des allégations de l'invité. C'est plutôt une tribune de mise au point offerte à l'invité pour faire entendre assez largement son point de vue sur un sujet type ou sur une série de questions le concernant ou impliquant l'un de ces proches collaborateurs. Cette émission comprend un élément portrait d'environ 7 minutes qui vient présenter les traits de caractères de l'invité et le type de formation professionnelle qu'il a suivie, exposant donc ses atouts et expériences. L'objectif, c'est de permettre aux téléspectateurs de mieux cerner en quoi l'invité est une personne ressource à même d'intervenir à propos du sujet du jour. Pendant l'émission, les téléspectateurs ont la possibilité de participer en envoyant leurs questions par messagerie. L'invité y répond en direct depuis le plateau.

*« Ma part de vérité » (Golf TV)*

C'est une émission qui est diffusée les dimanches de 10h à 12h sur Golf télévision, une chaîne privée, et est animée par trois journalistes. Elle se déroule soit sous la forme d'un entretien où intervient un invité face aux animateurs, compte tenu du sujet à débattre soit sous la forme d'un débat contradictoire entre deux invités en présence des animateurs. Dans ce dernier cas, chacun des invités fait preuve de responsabilité et se défend par rapport à ce dont il serait accusé. Ainsi, cette émission s'ouvre sur un champ assez vaste lui permettant d'aborder divers problèmes, que ce soit d'ordre politique, social, économique, environnemental, technologique, etc. Elle est d'une importance capitale car elle fait participer aussi les citoyens qui se

prononcent en donnant leur point de vue, leurs apports et leurs suggestions sur le sujet débattu. Elle permet aux citoyens qui se sentent marginalisés de se faire entendre.

### **Au niveau de la radio**

« *Grogne matinale* » sur (Golf FM)

Présentée tous les matins de 06 heures 30 à 07h sur Golf FM, la « *Grogne matinale* » est une émission qui passe cinq jours sur sept. C'est une tribune libre sans ordre du jour.

Pendant 30 minutes, les auditeurs appellent pour pousser leur coup de gueule, dire leur ras-le-bol, dénoncer les abus dont ils ont été victimes et dévoiler la corruption qui gangrène l'administration. Par ce biais, les auditeurs interpellent les autorités en charge des institutions ou structures incriminées afin que quelque chose se fasse.

Cette émission de société permet également aux auditeurs de tirer la sonnette d'alarme sur les nombreux dérapages observés dans leur environnement immédiat.

« *Carton rouge* » (Golf FM)

C'est est une émission qui se déroule tous les samedis de sept heures à huit heures sur la radio Golf FM. Cette émission de tribune libre propose un ou deux sujets sur lesquels les auditeurs, par appels téléphoniques, donnent leur point de vue ou proposent des solutions. Elle s'organise de la façon suivante : l'animateur journaliste s'installe et ouvre l'émission, cinq numéros téléphoniques sont laissés aux auditeurs : quatre pour les hommes et un pour les femmes.

On ne saurait passer en revue toutes les émissions plébiscitées par les enquêtés. Toutefois, on peut déjà dire qu'il s'agit pour la plupart d'émissions interactives, d'émissions qui donnent la parole aux auditeurs et aux téléspectateurs. C'est le signe de la libération de la parole par le renouveau démocratique, et c'est assurément pour la même raison que les Béninois pensent que c'est le premier élément de la démocratie.

Nous ne pouvons pas laisser sous silence les actions que mènent les médias pendant les périodes électorales pour garantir le libre accès équitable aux moyens d'information aux différents partis politiques, à la société civile, aux ONG et autres associations. Il y a de manière incontestable un apport des médias au processus démocratique en cours au Bénin.

Cette lecture se doit d'être nuancée, lorsqu'on introduit des paramètres d'efficacité et de pertinence des actes posés.

Dès lors s'impose un deuxième niveau de lecture, celui que nous qualifions de pessimiste et basé sur des critères d'appréciation professionnels et scientifiques.

### *Deuxième niveau de lecture*

Les enquêtés ont déterminé les actions à mener afin d'améliorer les prestations des médias. Au nombre de ces actions figurent la formation des hommes et les conditions de travail. Ce n'est pas surprenant. L'analyse du contenu des émissions révèle le plus souvent une platitude et une absence d'analyse approfondie des phénomènes sociaux et des situations. Pire, l'étalage de l'ignorance est le lot quotidien de la presse béninoise.

En effet voici un métier qui est pratiqué par des personnes en rupture avec les structures de formation universitaire, ou par des diplômés sans emploi qui ont un seul objectif : faire quelque chose pour subvenir aux besoins vitaux.

Deux conséquences découlent de cette situation : l'appauvrissement du débat social à cause du manque de culture des pratiquants du métier, et la corruption grandissante qui prévaut aujourd'hui dans la presse béninoise. A ce propos, un universitaire béninois a récemment écrit (nous l'écrivons depuis une dizaine d'années :

Ce sont les mots surabondance, amateurisme et incompétence. En outre, exception faite de trois journaux, dont le quotidien national et le bimensuel catholique, les salles de rédaction de la presse écrite sont envahies, du fait du chômage, par des jeunes gens à qui manquent le métier et l'amour du métier, seuls capables de les amener à s'efforcer de joindre la plus grande compétence à la plus grande honnêteté (*Nouvelle Tribune* n° 1323 2007).

Point n'est besoin de faire un commentaire encore, tant la radiographie de l'état de la presse est parfaite. Ceci nous permet d'évoquer un paramètre important de la question.

### **Les hommes de médias (éléments de sociologie des journalistes béninois)**

Aujourd'hui, l'idée fondatrice de la profession est le bon vouloir personnel. Si je veux faire du journalisme, je le peux et ce, du jour au lendemain. Et ils se trouvent dans la grande masse, les idéologues et les adeptes du « non à

la formation préalable », et ils sont les plus écoutés et les plus entendus, pour le moment. Avec pour unique argument que les premiers journalistes connus chez nous n'étaient sortis d'aucun établissement. En d'autres termes, et comme l'a si bien dit un collègue, aujourd'hui l'un des principaux critères de recrutement dans les radios au Bénin, demeure la possession d'une belle voix et non une bonne culture générale.

Ainsi, des étudiants sortis des départements de géographie, d'histoire, de sociologie, de droit, de biologie, de mathématique s'y retrouvent sans d'autres forme de procès. Mais on y retrouve aussi des non bacheliers, des mineurs (moins de 18 ans). Les mauvaises langues disent même qu'on y retrouve des dépanneurs radio qui se sont reconvertis. Par quelle formation ? Personne ne sait.

Le résultat est là. La diffamation, la médisance, l'affairisme ont remplacé l'information. Selon des données recueillies à la HAAC, rien que pour l'année 2005, la presse a perdu 120 sur 173 procès au tribunal de première instance de Cotonou. C'est inquiétant pour la démocratie.

Cette situation a fait dire ceci à un homme politique, grand intellectuel béninois\*, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du forum ayant réuni partis politiques, média et société civile de l'Afrique de l'Ouest :

Ils [les médias] ne sont pas mieux lotis. Sans doute, leur multiplication est-elle signe de vitalité de la démocratie. Mais un regard jeté sur la presse de la sous région permet de constater que ce secteur est malade de déviances et de dérives répétitives qui justifient une thérapie en profondeur pour être véritablement apte à jouer le rôle majeur qui est le sien dans une démocratie.

On dit souvent et avec raison que tout système politique a la presse qu'il mérite. La démocratie a besoin pour son irréversibilité d'une presse certes libre, mais aussi et surtout de journalistes techniquement compétents et moralement intègres, motivés par un haut esprit patriotique et un sens aigu de leur responsabilité, conscients de leur rôle privilégié d'éveilleur et d'éclaireur de la conscience citoyenne. (...) Dignes et fiers de la noble mission qui leur incombe, les professionnels des médias devraient être des promoteurs de l'excellence, perçus et respectés comme des serviteurs de la vérité, témoins objectifs

---

\* Ces propos sont d'un ancien Ministre d'Etat chargé de la Défense.

et arbitres impartiaux des débats politiques. Et il exposera un tableau sans masque des maux de la presse en Afrique (...) Aujourd'hui hélas, dans la plupart de nos pays, la presse offre le triste spectacle d'une entreprise opportuniste et corrosive qui s'écarte dangereusement du code éthique et de déontologie propre à ce noble métier. Alors, les repères étant perdus et les certitudes quotidiennement ébranlées, l'opinion est confuse et s'interroge sur l'empirisme brouillon, l'affairisme et la corruption qui gangrènent et pervertissent le monde de la presse. Si la presse perd si facilement son âme et ses nobles repères, c'est du fait non seulement de l'amateurisme de ses animateurs, mais surtout de son asservissement au pouvoir de l'argent.

Ces propos qui s'adressent à la presse de la sous région, s'ils n'ont pas été inspirés par la situation de la presse béninoise, la décrivent quand même assez bien, et nous les partageons pleinement. Et ce n'est pas Gbegnonvi, qui nous contredirait. En effet, il écrivait :

Depuis l'avènement en 2006 d'un nouveau leadership politique au dynamisme communicationnel étonnant, la presse béninoise semble hors d'haleine, subitement affadie. Après les joutes mémorables de 2004-2006 pour empêcher que l'on mette le pays en coupe réglée, les héros sont fatigués. Pour se consoler, ils s'adonneraient plus que jamais à des marchandages qui ôtent son âme au journalisme ou le rapproche du métier de la prostituée dont l'âme est logée où l'on sait, à la portée de tout porte-monnaie qui passe. Pour 100 000 francs pris à un fonctionnaire, on transforme son limogeage en réhabilitation, et l'on dit, sans rire, qu'« il fait de la communication » alors qu'il s'agit d'intoxication. Pour cinq fois plus, on met sous le boisseau tel reportage que l'on est allé faire parce que sa diffusion gêne des intérêts mafieux du fonctionnaire concerné qui l'a fait savoir en tendant des liasses de billets, remboursement probable des frais engagés pour le reportage dont il ne veut pas à l'écran. Pour combien de milliers de francs a-t-on transformé en information, à la Une de certains quotidiens, un tract au contenu haineux et mensonger et qui s'effondre après deux secondes d'analyse du texte ? (*Nouvelle Tribune* n° 1323 2007).

La situation de la presse béninoise aujourd'hui est semblable à celle de la presse occidentale au lendemain de la deuxième guerre mondiale où l'argent a perverti les médias, les a soumis à son diktat et encouragé la dépravation des mœurs par « la diffusion d'images de violence, de brutalité, et de sexe ».

Nous osons dire, en utilisant les termes d'un célèbre rapport :

Il y a contradiction entre l'idée traditionnelle de la liberté de la presse et sa nécessaire contrepartie de responsabilité. La responsabilité, comme le respect des lois n'est pas en soi une entrave à la liberté, bien au contraire, elle peut être l'authentique expression d'une liberté positive. Mais elle s'oppose à la liberté d'indifférence (...). Il est trop fréquent aujourd'hui que la prétendue liberté de la presse soit seulement une forme de l'irresponsabilité sociale. La presse doit savoir que ses erreurs et ses passions ont cessé d'appartenir au domaine privé pour devenir des dangers publics. Si elle se trompe, c'est l'opinion qu'elle trompe.

Il n'est plus possible de lui accorder, comme à chacun, le droit à l'erreur ou même celui de n'avoir qu'à demi raison. Nous, nous trouvons ici en face d'un véritable dilemme : la presse doit rester une activité libre et privée, donc humaine et faillible ; et pourtant elle n'a plus le droit à l'erreur, car elle remplit un service public (...) (Balle 2005:206).

#### *L'appauvrissement du débat*

Cette situation est due en partie au fait que les hommes de médias, constitués pour la plupart de gens en rupture avec l'université, développent une réaction répulsive vis-à-vis de tout ce qui est universitaire. Ils arrivent très facilement à prendre les enseignants pour responsables de leur échec.

Aussi, peut-on les soupçonner de considérer les enseignants comme de mauvais clients, n'ayant pas assez de moyens pour payer le service rendu. Alors, l'absence des intellectuels, des universitaires des grands débats de la société a laissé la place à quelques individus, les intellectuels médiatiques, qui sont compétents sur toutes les questions, sont prêts en tout temps et présents partout. Il est évident que dans ces conditions, la légèreté et la platitude, voire l'incompétence sont les « qualités » principales des débats sociaux qui se mènent sur nos antennes.

On ne saurait penser le dialogue social sans les intellectuels. L'intellectuel, synonyme de « intelligentsia », est une personne qui a des compétences avérées, qui fait autorité en son domaine et qui se met au service d'une juste et noble idée par la seule certitude morale. Il est socialement actif et un « bénévole » de la cause humaine. C'est l'idée que soutient M.L Rouquette quand il écrit : « L'intellectuel intervient dans les affaires publiques, armé d'une compétence ou réputation acquise ailleurs. Il rentabilise en droit d'intervention sur la scène publique les dividendes d'une œuvre antérieure » (Huyghe 2005:18).



Et il résume si bien, me semble-t-il, la mission première de l'intellectuel lorsqu'il écrit :

L'intellectuel de Sartre (Plaidoyer pour les intellectuels) engagé, toujours en situation entre dominants et dominés, ne pouvant « s'évader » même par le silence, produit de son temps, vivant sa contradiction (l'universel et le particulier) et la dépassant. L'intellectuel organique selon Gramsci est engagé au service d'une cause. L'intellectuel critique (Ecole de Francfort) est le dénonciateur du système et de l'idéologie dominante, même si sa protestation n'a qu'une valeur de témoignage moral (Huyghe 2005:19).

La somme de tous ses fragments de définitions donne une idée claire de ce que nous entendons ici par « intellectuel » et ajoutons que la dynamique sociale ne peut que s'appuyer sur la synergie des trois forces que sont l'élite du pouvoir, l'élite de l'avoir et bien sûr, celle du savoir, c'est-à-dire les intellectuels. L'élite du pouvoir organise et gère la vie de la collectivité. Celle de l'avoir entreprend, mène les affaires qui produiront le pain à la société. Et l'élite du savoir est une usine à produire les idées d'importance sociale, économique et politique. C'est elle qui nourrit spirituellement et intellectuellement l'élite du pouvoir et de l'avoir. Elle est ce qu'Edgar Morin appelle : « Le descendant d'une antique tradition, celle des prêtres-mages, énonciateurs de la vérité sacrée, producteurs des idées d'importance sociale/gardiens des mythes » (Morin 1981:242).

Réintégrer l'élite dans les médias, lui redonner la parole, serait redonner un second souffle à la démocratie béninoise menacée par l'absence d'idées fortes, de débats ouverts sur les grands enjeux du présent et du futur dans un monde en perpétuelle mutation.

